Le pouvoir syrien accentue la pression

samedi 16 juillet 2011, par RYON (du) Bertold (Date de rédaction antérieure : 14 juillet 2011).

Les manifestations contre le régime dictatorial ont pris une ampleur inédite. La répression du pouvoir également, allant jusqu'à attaquer les ambassades américaine et française.

Vendredi 8 juillet, une foule de 500 000 personnes a marché à travers la ville de Hama – la troisième ville syrienne qui compte 530 000 habitants environ. Le 1er juillet, 200 000 à 500 000 personnes avaient déjà manifesté.

La ville de Hama constitue un puissant symbole en Syrie. En février 1982, elle était le théâtre d'affrontements violents entre une rébellion – militairement conduite par les Frères musulmans – et les troupes du régime d'Hafez al-Assad (le père du président actuel, au pouvoir de 1970 jusqu'à sa mort en 2000). Afin de mater la révolte, le régime de Damas fit bombarder la ville, causant au moins 20 000 morts en quelques jours ; un tiers de la ville a été détruit.

Cette répression d'une violence extrême était dans la plupart des esprits quand la contestation de masse a commencé cette année en Syrie, à la mi-mars, et perdure aujourd'hui. Le 8 juillet, les ambassadeurs français et américain en poste en Syrie – Éric Chevallier et Robert Forst – se sont rendus à Hama où ils ont participé à la manifestation à l'intérieur de leurs voitures. Celle de l'ambassadeur américain a été couverte de fleurs par des manifestants, comme en témoigne un film vidéo circulant sur internet. En réponse à ce geste envers le mouvement de masse et l'opposition, une foule très organisée de partisans du pouvoir a fait le siège des ambassades américaine et française à Damas, lundi 11 juillet, et tenté de les envahir. Lors d'une bagarre avec des employés de l'ambassade française, trois d'entre eux ont d'ailleurs été blessés. Il s'agissait pour le pouvoir syrien de faire pression sur les deux puissances en question.

La présence des deux ambassadeurs constituait avant tout un acte symbolique, destiné à ménager les chances d'influence des deux pays en cas de changement du pouvoir en Syrie. En même temps, il apparaît fort peu probable que ces deux puissances impérialistes se préparent à une intervention militaire, qui n'est d'ailleurs pas souhaitable, du point de vue progressiste, au vu des résultats qu'elle produit en ce moment en Libye. Le régime libyen était, parmi toutes les dictatures arabes, le plus facile à attaquer : apparaissant comme relativement faible militairement, dans un pays ne comptant que 6 millions d'habitants et dirigé par un leader isolé dans la région. La Syrie, quant à elle, et même si son pouvoir (à l'instar de celui en Libye) n'est pas sous un contrôle étroit des puissances occidentales – contrairement aux dictatures de Ben Ali et Moubarak –, n'est pas une cible aussi facile. D'autant plus qu'elle est placée géographiquement dans une région hautement sensible, entre l'État d'Israël et l'Iran.

Des forces de l'opposition syrienne se sont réunies, les 31 mai, 1er et 2 juin, à Antalya en Turquie pour créer une coordination commune. Celle-ci regroupe des forces hétérogènes : Frères musulmans, Kurdes, représentants de tribus, gauche (« Union communiste »). En réaction à ce regroupement, le pouvoir syrien a lancé, le 3 juillet, une tentative de regroupement des forces d'opposition ouvertes à un « dialogue » avec lui ; ceci tout en poursuivant la répression. Quand il a déclaré, en fin de semaine dernière, ouvrir une « consultation nationale » en vue de nouer un

consensus pour une « transition » (étroitement contrôlée), le gouvernement s'est retrouvé seul avec des membres du parti Baath au pouvoir et des députés du « Parlement » croupion.

Un consensus avec ce pouvoir dictatorial, qui tente de mater la rébellion dans le sang, est décidément introuvable. La gauche ne doit pas se laisser désorienter par les discours de certains qui, au nom d'un « anti-impérialisme » dévoyé, tentent de faire la publicité d'un soutien explicite ou masqué à cette dictature, comme l'avocat Jacques Vergès (« En Syrie, il faut défendre l'État existant ») ou encore le journaliste belge, très actif en France, Michel Collon.

Bertold du Ryon

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 111 (14/07/11).*

Solidarité avec la révolution syrienne !

Le 1er juillet, une manifestation d'un demi million de personnes avait éclaté à Hama, ville syrienne, théâtre en 1982 d'un massacre de sa population perpétré par Hafedh El Assad, le père de l'actuel président. Depuis quelques jours, l'armée, qui avait déserté la ville début juin, l'encercle tandis que les forces de sécurité y opèrent à l'intérieur. C'est à une répression terrible que se prépare la population qui érige d'ores et déjà des barrages pour empêcher les forces de l'investir.
Pourtant, de nouveau Hama s'est levée avec la même force vendredi 8 juillet, à l'instar des autres villes qui chaque vendredi depuis de mois descendent dans la rue sous les balles des services du régime pour exiger le départ du président, refusant le dialogue pipé proposé par le régime. Les Syriens qui ont fuit Tell Kalakh comme ceux de Deraa ont décrit les crimes commis contre la population par les forces de répression : les actes de torture, les exécutions extrajudiciaire et les détentions arbitraires, effectués de manière massive et systématique à l'encontre des populations civiles y compris femmes, enfants et vieillards, constituent des crimes contre l'humanité. Et pourtant, le peuple syrien fait face à cette impitoyable répression avec une détermination qui ne faiblit pas.
Le peuple syrien n'est pas disposé à abdiquer son exigence de justice et de liberté ; c'est à Bachar El Assad de partir Solidarité avec la population de Hama et des villes syriennes martyrisées !

lundi 11 juillet 2011